

III – LORSQU’UNE LITTÉRATURE SE MEURT...¹

*

¹ Article qui compose le chapitre III de l'*Encyclopédie de la littérature gabonaise*, pp. 103-122.

Aucune nation au monde ne s'est bâtie sans grandeur d'âme et d'esprit. Le rayonnement de celle-ci en dépend inéluctablement. Comme bon nombre de pays se sont hissés au firmament de la sagesse universelle, grâce à l'impétuosité et à la truculence de leurs penseurs. C'est le rôle déterminant de l'art en général et des lettres en particulier. Un clin d'œil sur les lettres suffit pour évoquer le nom du Sénégal qui doit sa grandeur au poète de Joal : Léopold Sédar Senghor ; du Cameroun qui a émergé avec la virulence de plume d'un Mongo Béti ; de la Martinique, grâce à un Aimé Césaire, toujours percutant. Bref, sans littérature, socle des valeurs morales et culturelles, nous ne pouvons parler d'une santé nationale parfaite. Notre plume n'a jamais suscité d'interrogations. Elle frappe là où il se doit sans circonlocutions. Certains critiques osent dire que nous « bousculons des consciences ». Peut-être ! Le titre de cet essai pourrait paraître tendancieux aux yeux des esprits mesquins, comme il pourrait être salvateur aux yeux de nous autres penseurs, traités de tous les mots (maux). Est-ce pour cela que nous devons tuer nos œuvres d'art ? Pourquoi étrangler une littérature encore mineure, mais qui ne manque pas d'œuvres majeures ? Plusieurs points que nous n'évoquerions sciemment dans cet essai mériteraient d'être abordés ultérieurement. Dans tous les cas, même si la littérature gabonaise connaît des soubresauts dans son existence, plusieurs d'entre nous contribuons à la plonger dans un état comateux.

*

I – L’EXISTENCE D’UNE LITTÉRATURE

De nos jours, nul n’est besoin de polémiquer sur l’existence réelle de la littérature gabonaise d’expression française. A moins de faire preuve de malhonnêteté intellectuelle. Comme l’heure n’est plus à clamer son identité ! Le philosophe Friedrich Engels écrit : « *Lorsque l’humanité a besoin de génie, elle en enfante* ». Alors, ne pouvons-nous pas faire allusion à une certaine *généocratie* au sein de la littérature gabonaise ? Quoiqu’elle soit encore timide dans sa procréation, celle-ci a déjà connu des esprits ingénieux. Cependant, ce sont-là des hommes dont la floraison de leur pensée a traversé de moins en moins les frontières nationales, étouffée par le carcan social. C’est le cas du poète Ndouna Depenau, du père du surréalisme gabonais, le poète Pierre Edgar Moundjéjou et de la plume ascendante de l’angliciste et romancier Laurent Owondo.

Ces voix des lettres gabonaises représentent le produit d’une lutte de longue haleine, amorcée par des pionniers de la trempe de l’Abbé André Raponda-Walker, Paul-Vincent Pounah, Vincent de Paul Nyonda (le père du théâtre gabonais), Philippe Tsira Ndong Ndoutoume (véritable relique de l’épopée *Mvett*), bref des figures nées avant les années 30.

Ensuite arrive cette pléiade de continuateurs d’avant et d’après l’indépendance du pays. Celle-ci vient marquer d’un sceau indélébile l’histoire de cette littérature, en y apportant des thèmes nouveaux et universels qui trouvent leur enracinement dans le mouvement littéraire de la Négritude. Une négritude qui a fait couler beaucoup d’encre et de salive et qui, grâce au mouvement dialectique de la société a connu les mutations les plus profondes. Car, c’est sur les cendres de la négritude senghorienne, césairienne et damassienne que se sont tissées les nouvelles tendances de ce mouvement catalyseur et salvateur.

Ainsi, au vu des publications que compte notre littérature, bien qu'énormément insuffisantes, nous ne pouvons oser parler de la non-existence de cette dernière. A moins d'être atteint de cécité intellectuelle ou de faire preuve de mauvaise foi. Cependant, face à ces publications de romans, nouvelles, pièces de théâtre, recueils de poèmes et essais, une question s'impose : la valorisation ou la perfection de celle-ci. Car, ce qui fait l'essence d'une littérature, c'est sa forme et son fond, deux concepts qui devraient évidemment s'imbriquer, sans les dissocier. De même, la grandeur d'une littérature dépend de la pluralité de ses thèmes. Nous estimons aussi que l'envergure de celle-ci peut être due au degré de sensibilité des théoriciens qui la reçoivent, soit en toute objectivité, soit en toute subjectivité, comme nous l'avons souligné dans la conclusion du chapitre I.

Combien d'œuvres africaines n'ont pas subi de critiques acerbes dans le but de les décimer, mais qui, par malheur de leurs fossoyeurs et par bonheur de leurs « démiurges », ont été sacrées « classiques africains » ? Tel est le cas de *L'enfant noir* du guinéen Camara Laye, *Les soleils des indépendances* de l'ivoirien Amadou Kourouma, *Le fils d'Agatha Moudio* du camerounais Francis Bebey... Et Léon Gontran Damas s'entretenant avec Valentin Yves Mudimbé à l'Université d'Howard, n'a-t-il pas fait allusion à leurs insuccès ? Tel fut le cas de *Pigments* en 1937 suivi de *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire. Un éditeur avait même refusé de publier ce dernier ouvrage, qui selon lui, risquait de connaître un fiasco sur le plan commercial. Ce fut aussi le cas de *A la recherche du temps perdu* de Marcel Proust, ce génie recalé par André Gide qui, à l'époque faisait partie du comité de lecture des éditions Gallimard. Bref, la liste des œuvres éminemment souillées et devenues miraculeusement chefs-d'œuvre ne peut prétendre être exhaustive. Aborder le cheminement de la littérature gabonaise n'est pas là notre préoccupation. L'article déjà précité et combien noble de Nicolas Mba Zué, professeur à la Faculté des Lettres à l'Université Omar

Bongo de Libreville, intitulé : « Liberté d'expression et développement de la littérature gabonaise », paru dans le quotidien L'Union N° 4312 et 4313 en 1990, le prouve en suffisance.

Ainsi, nous ne pourrions parler de littérature sans écrivains, à moins que cette dernière ne se limite qu'à l'aspect oral. Quoique l'on dise, la société africaine tend de plus en plus vers l'écriture, que vers l'oralité qui se meurt. Le livre faisant déjà corps et âme dans notre culture, bien que produit importé, comme nous l'écrivions dans l'*Anthologie des poètes gabonais d'expression française*².

*

II – ENTRAVES À L'ÉPANOUISSEMENT DE LA LITTÉRATURE GABONAISE

A. Une édition et une diffusion médiocres

La littérature gabonaise ne peut faire un sujet à part dans la globalité des discussions se rapportant à son éclosion à l'échelle planétaire. Ses problèmes demeurent analogues à ceux rencontrés par d'autres littératures nationales africaines. La peste et le choléra qui « dévorent » les écrivains africains en général, et gabonais en particulier, sont l'édition et la diffusion du livre quasiment inexistantes. A tel point que devenir écrivain au Gabon relève de la pure « utopie ». Car combien d'œuvres enfantées dans la magie de l'esprit connaissent un suicide dans nos armoires aux essaïms de cancrelats ! Généralement, nous accouchons

² MISÈRE-KOUKA (Raphaël) : in *Anthologie des poètes gabonais d'expression française (La Concorde)*, préface d'Edmond Reboul, voir « Epopées et fables », tome IV, p. 6, éditions L'Harmattan, Paris, 2001

dans la douleur avec les risques que cela comporte. Pire encore, nous enfantons souvent des mort-nés.

Accouchement par césarienne ! Peut-être ! La majorité des écrivains gabonais publient à leurs dépens. Les contrats qui les lient à leurs éditeurs trouvent leur base sur le « compte auteur-éditeur ». C'est le cas des éditions Le Silex, La Pensée Universelle, Saint-Germain-des-Prés, La Bruyère, Les Nouvelles Editions Debresse... Non seulement elles constituent des gouffres à millions, mais aussi des gîtes d'escrocs professionnels. La publication d'un florilège varie entre 500.000 et 1.000.000 de francs CFA voire au-delà ; tandis que le roman avoisine les 2.000.000 de nos francs et plus. Belle crucifixion pour nous autres ! N'est-ce pas là un scandale bien organisé et légalisé ? L'exemple des recueils de poèmes de nos amis et frères Louis-Marie Armel Ikapi-Pombo pour *Eruption volcanique*, le Général Pierre Odounga-Pépé pour *Voix du silence*³, illustre cette situation à merveille. Ces recueils tardent à sortir de leurs langes dans lesquelles les étouffent les propriétaires des éditions Le Silex⁴ et Nouvelles Editions Debresse qui, ayant respectivement encaissé un pactole de 600.000 et 1.200.000 francs CFA font la sourde oreille depuis 1990 au premier et de 2.000 000 de francs Cfa au second. Deux cas, parmi tant d'autres ! Et c'est à juste titre que l'anthologiste Jacques Chevrier évoque ce drame dans *Littérature Nègre* et dans un numéro spécial du journal *Jeune Afrique Plus* intitulé « Grands écrivains d'Afrique noire et du Maghreb ».⁵ L'édition du livre africain est non seulement timide, mais plutôt inexistante.

Ainsi, l'œuvre de notre confrère Quentin Ben Mongaryas, président de l'Union Des Ecrivains Gabonais s'avère-t-elle ardue. Notamment dans la matérialisation du

³ ODOUNGA (Pierre) : *Voix du Silence* (115 pages), recueil qui a finalement paru aux éditions L'Harmattan en 2003.

⁴ Les éditions Le Silex dirigées à l'époque par le poète et sociologue camerounais Paul Dakeyo ont fait faillite depuis environ une décennie (en se référant à la date de rédaction dudit essai).

⁵ *Jeune Afrique Plus* « Grands écrivains d'Afrique noire et du Maghreb », N° 7 mai 1984.

projet « Les Editions Udégiennes », dont le but est d'éditer des écrivains nationaux, afin de les extraire de l'anonymat. Un pari qui reste à gagner, surtout quand on sait que dans le pays, il n'existe aucune véritable maison d'édition⁶, Impriga, Multipress, Polypress, Imprilux... ne représentant que de simples imprimeries de composition, démunies de comité de lecture, susceptible de jauger la teneur littéraire que contient un tapuscrit. Un fait mérite d'être souligné : le manque de maison de publication à caractère professionnel au Gabon, comme au Congo et ailleurs, n'est que la résultante des systèmes politiques qui ont bâillonné ou cadennassé les producteurs littéraires, au risque d'être bousculés par leurs pamphlets, et non un manque dû à la modicité des moyens financiers comme certains le prétendent. Encore une fois, souhaitons que cet « ouf démocratique ! » nous apporte des unités de production de bonne facture, loin de nous offrir des livres plus ou moins soignés. Peut-être aussi, verrons-nous l'Etat accorder des subventions à ceux-là qui tenteront l'aventure en matière d'édition.

En outre, malgré ces multiples tracasseries morales et financières subies par l'auteur, lorsque le livre paraît, les circuits de distribution sont non seulement limités, mais plutôt chimériques. Rarissimes sont les écrivains gabonais qui ont pu prendre des ailes, afin de décoller dans le processus de leur créativité. Bien au contraire, lorsque ceux-ci parviennent à publier, soit ils se sentent étranglés par des critiques acerbes (parfois sans tête ni queue, véritable blabla intellectualiste, dirions-nous !), soit ils meurent à petit feu sous les rires sardoniques des pouvoirs agréés en la matière.

⁶ Au moment où nous élaborions cet essai (en 1993), les Editions Raponda Walker, Les Editions du Silence et La Maison Gabonaise du Livre, respectivement créées par le Révérend Frère Hubert Guérineau (par le biais de la Fondation André Raponda Walker), les enseignants et écrivains Auguste Moussirou-Mouyama et Chantal Magalie Mbazo'o-Kassa, n'avaient pas encore vu le jour, en tant que véritables institutions éditoriales.

Editer un livre est un fait. Mais le diffuser en est un autre. Ce dernier englobe de nombreux services qui, au Gabon comme ailleurs, survivent dans la léthargie voire dans l'insouciance accrue des pouvoirs publics, comme pour se moquer des écrivains. Diffuser un livre, c'est assurer la survie de ce dernier et de son géniteur, allant jusqu'à la gloire d'une république sur le plan culturel, avions-nous souligné au début de ce chapitre. Pour reprendre le doyen des lettres africaines Sédar Senghor :

« La meilleure existence d'un poète (ou d'un écrivain), c'est d'exister dans la mémoire des autres ».

Nous n'entrevoions pas à travers la diffusion du livre, une source exclusive pour l'auteur d'amasser une fortune pécuniaire, selon l'imaginaire collectif. A ce que nous sachions, en Afrique il n'y a pas de best-seller qui ait nourri son homme. Sony Labou Tansi du Congo, Wole Soyinka du Nigéria, Maryse Condé de la Guadeloupe n'ont jamais vécu de leur écriture comme des professionnels. Quoique l'on rencontre dans des revues : « profession écrivain », « profession romancier » ou « profession poète ». Mais ces derniers demeurent avant tout enseignants et rémunérés pour cause.

C'est dans cette optique que le doyen et Maître ès Mvett Tsira Ndong Ndoutoume nous dit un jour :

« Pour avoir fait de l'écriture un usage commercial primordial, nous avons tué en elle son essence vitale ».

En effet, dans certains milieux instruits et courtois, le rôle d'un écrivain ne consiste pas à se lancer dans des compétitions lucratives, mais d'offrir au monde son âme, ses vertus, par le biais de ses idées. Ainsi, ce n'est que dans ce sens que l'écrivain cesse d'être commerçant pour confirmer son rôle de noble diffuseur de la pensée.

Toutefois, si la moralité intellectuelle veut de la sorte, nous dirons que les temps où l'écrivain s'évertuait gratuitement à extirper des chefs-d'œuvre de son esprit au prix de mille et une nuits d'insomnie et de crampes

stomacales sont révolus. L'écrivain du vingt et unième siècle doit vivre de ses produits d'art, comme le peintre de ses toiles et tableaux, le sculpteur de ses masques et autres objets, le cinéaste de ses films, bref, comme le musicien de ses partitions, ses disques et cassettes vidéo ou audio. Il nous faut lutter contre cette forme d'exploitation non moins criarde, qui perdure, privilégiant la noblesse du message et foulant au pied le goût du gain. Dorénavant, l'écrivain gabonais en particulier et africain en général doit vivre de ses dons naturels, de ses atouts artistiques, qui le différencient des autres acteurs sociaux. C'est là un combat qui s'avère très urgent. Encore une fois, le goût du gain ou de la rémunération n'exclut pas forcément le culte du beau ou « l'esthétisme » dans notre « métier ».

En réalité, il n'existe aucune politique adéquate de diffusion du livre. Nous oserions même dire que jusqu'à présent aucun livre gabonais n'a fait le tour du pays. Une fois de plus, Senghor n'écrit-il pas : « *J'écris d'abord pour mon peuple...* » ? Là aussi, notre Union Des Ecrivains Gabonais (UDEG) a une énorme obligation dans ce domaine. Car, l'on ne peut parler d'une véritable littérature nationale sans la diffuser pour mieux la promouvoir. Notre littérature ne clame que son droit à la survie.

*

B. L'accueil du public étranger

L'attitude du public étranger à l'égard du livre gabonais reste liée au problème de diffusion. Il s'agit là de toute une volonté politique et sociale à édifier pour l'extension, sinon l'universalisation de nos œuvres.

Notre périple de septembre 1990 à Abidjan, Lomé et Cotonou demeure en notre esprit une preuve irréfutable. La malédiction (bénédiction ?) d'un écrivain touriste, c'est de

prendre d'assaut les rayons de livres d'une librairie ou d'une bibliothèque, en promenant son regard en diagonale pour évaluer la masse de production littéraire. Mais quel a été notre constat ? Le livre gabonais n'y est pas du tout représenté. Tout en étant absent dans ces métropoles, il moisit quelque part au Gabon. *Au bout du silence* de Laurent Owondo et *Le Mvett* (tome I et II) de Tsira Ndong Ndoutoume semblent mieux voyager, grâce au « savoir-distribuer » de leurs éditeurs Hatier, CEDA et Présence Africaine, Paris représentant le seul creuset du savoir où nous pouvons retrouver les œuvres gabonaises. Encore une fois, plusieurs d'entre elles s'asphyxient au pays sans bouffées d'air exotique. Les librairies congolaises que nous connaissons très bien par exemple, sont démunies de ces objets d'art. En effet, Brazza, Pointe-Noire (pour ne citer que ces capitales-ci) constituent des déserts culturels, lorsque nous nous référons au livre gabonais. Kinshasa n'en parlons pas du tout. Alors, comment pouvons-nous connaître et faire connaître nos auteurs en les laissant sombrer dans l'anonymat ? Il est grand temps qu'il existe une Association digne des Libraires et Bibliothécaires Africains pour la survie du livre.

Loin de s'éterniser sur la question, le livre gabonais est inconnu du public littéraire africain. Les quelques noms qui nous ont été soufflés lors des rencontres avec des écrivains congolais notamment, datent de la vieille époque, tels que Rémy Ayouné, Georges-Damas Aléka, ... des auteurs ayant publié dans la Revue *Liaison* d'Afrique Equatoriale Française (A.E.F.) qui, aujourd'hui sont plus reconnus fervents hommes politiques qu'écrivains. Là aussi, une partie de notre littérature semble s'éteindre. Cependant, un nom, celui de la princesse de la littérature gabonaise émergeait par intermittences, Angèle Ntyugwetondo Rawiri. Peut-être parce que femme, en s'étant confectionnée une façon d'être et d'agir à travers le mot, à travers le roman ! Car, Ntyugwetondo Rawiri symbolise la genèse du roman gabonais, sinon sa matrice même. Des noms oui ! Cependant, aucun de nos compatriotes n'avait

jamais lu ces derniers, leurs œuvres n'existant point sur le marché congolais du livre, par exemple.

*

C. L'accueil du public gabonais

« *Charity begins at home* » (Charité bien ordonnée, commence par soi-même), disent les anglais. A notre avis, cet adage trouverait sa résonance dans ce volet-ci, même s'il appelle un autre : « Qui aime bien, châtie bien ». Ainsi, la logique aurait d'abord voulu d'aimer avant de châtier. Et non châtier pour aimer. En plus, un produit mal-aimé, mal digéré, est difficilement exportable. Il faut le dire sans mâcher les mots : l'accueil du public lecteur gabonais est très hostile au livre gabonais. Cet auto-rejet voire cette auto-annihilation se remarque aussi au sujet de sa propre musique. Il préfère plutôt se faire gaver d'idées extérieures, que celles éjectées par son élite. Drôle de psychologie nationale ! Ce complexe d'infériorité extrêmement entretenu, même si certains tentent de s'en débarrasser tant bien que mal, laisse à désirer et recale vraisemblablement l'épanouissement du livre. Il faut se le dire sans le dissimuler et se l'accepter. Nous ne connaissons point nos esprits illuminés, nos auteurs. Connaître l'homme physique ou social qui est Rufin Koumba Koumba, Junior Otembé, Georges Rawiri ... ne signifie point connaître son homme moral, spirituel ou intellectuel. Car, il y a des hommes dans l'homme. Il y a d'autres dimensions dans l'homme. Ainsi, nous ne pouvons prétendre connaître Laurent Owondo l'artiste, sans avoir assisté à la représentation théâtrale de l'une de ses pièces, sans avoir lu et décortiqué sa prose romanesque. Allons à la conquête des idées de l'autre, cet ailleurs vivant, pour mieux l'explorer et nous explorer.

A vrai dire, le public lecteur gabonais préfère fêter l'anniversaire « funèbre » d'un Hugo, d'un Sartre, en assistant à des cérémonies ou à des conférences en leur

mémoire, que de célébrer un Allogho-Oké ou un Odounga Pépé. De grâce, ne continuons pas à tuer nos auteurs, qui méritent de vivre, toujours vivre.

*

D. La culpabilité du Ministère de la Culture et des Arts

Procès ? Evidemment. L'heure n'est plus aux vains mots qui ont fait crue dans nos tympanes. Il s'agit de passer aux actes et non de s'éterniser dans des discours mirobolants, qui conduisent à des libations éthyliques entre responsables politiques.

Le Ministère de la Culture et des Arts, loin d'être considéré ici comme notre élève, connaît bien son rôle à jouer. Celui qui consiste à aider, à promouvoir et à protéger les œuvres scientifiques, littéraires, artistiques et leurs auteurs. Mais est-ce que ce rôle se trouve bien assumé comme il se doit ? Combien de manifestations : journées et soirées culturelles se réalisent-elles sur le livre gabonais ? Peut-on vraiment parler de l'exposition du livre gabonais ? Si celle-ci peut se réaliser par le Centre Culturel Français Saint-Exupéry, dont les efforts sont à louer dans l'épanouissement de la littérature en général (mais qui malheureusement ne s'intéresse qu'au public librevillois), le Ministère de la Culture et des Arts, par contre, dort sur ses lauriers. Car, le Gabon ne se limite pas exclusivement à Libreville. Pourquoi alors délaissier les autres provinces ?

Messieurs du Ministère de la Culture et des Arts, nous vous interpellons à plus de réalisme et de dynamisme, en faveur de notre littérature, afin que celle-ci ne continue plus à sombrer dans l'oubli. Comme il est besoin de doter l'UDEG et d'autres associations futures, à caractère culturel, de plus de moyens matériels et financiers, pour qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes. Libérez la

littérature nationale, afin qu'elle dépasse le seuil des bureaux et nous rejoigne au champ, à l'atelier, à l'école, à l'hôpital, dans la rue...

*

E. La culpabilité du Ministère de l'Éducation Nationale

Asphyxier la littérature gabonaise dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités, c'est étrangler et tuer l'esprit du citoyen gabonais. Il est aberrant de façonner l'intelligence d'une patrie, en la bourrant de mets spirituel venu exclusivement d'ailleurs, faisant fi des points de repères au plan local. Tel est le cas du ministère de l'éducation nationale. Nous voulons bien que l'on nous parle de l'éveil de la conscience nationale. Mais celui-ci ne peut se faire sans la contribution de la philosophie du terroir ou sans les « négritudes » depenaudiennes, tsirienne ou akendeguienne⁷, que savons-nous encore ? Bref, aucune véritable éducation et instruction ne peuvent se bâtir sans l'apport du génie littéraire de la nation.

Nous ne cesserions de hausser le ton, quitte à tempêter : le livre gabonais est absent des programmes scolaires gabonais. Ne nous parlez point de ces quelques timides insertions du *Mvett* de Tsira Ndong, de *L'Histoire d'un enfant trouvé* de Robert Zotoumbat, de *Rêves à l'aube* et de *Passages* de Ndouna Depenaud, de *Chants du Gabon* de Georges Rawiri ou de *Au bout du silence* de Laurent Owondo. Nous disons que la littérature gabonaise occupe une très maigre place dans nos programmes scolaires. Aussi est-il décevant de constater que peu d'enseignants prennent la peine de la connaître. Bien au contraire, les enseignants actuels ressemblent à des perroquets intellectuels (disons

⁷*Depenaudiennne, tsirienne et akendenguienne* : néologismes issus des noms d'auteurs gabonais : Depenaud, Tsira et Akendengué.

plutôt instruits), qui vomissent toute la substance littéraire ingurgitée il y a des décennies, lorsque élève au collège, au lycée et lorsque étudiant à l'université : *L'étrange destin de Wangrin* (Amadou Hampâté Ba), *Le vieux nègre et la médaille* (Ferdinand Oyono), *Les Bouts de bois de Dieu* (Ousmane Sembène), *Le père Goriot* (Honoré de Balzac), *Germinal* (Emile Zola), *La peste* (Albert Camus), *Gouverneur de la rosée* (Jacques Roumain), *Une saison au Congo* (Aimé Césaire), *L'aventure ambiguë* (Cheikh Hamidou Kane), *Le rouge et le noir* (Stendhal), etc.. Comme si la (les) littérature (s) négro-africaine (s) n'avait (n'avaient) pas du tout évolué d'un pouce ! Non, Messieurs les enseignants, chers confrères, prenons du recul sans pour autant verser dans la « récitation » des œuvres qui nous ont nourris, parce que dit-on que ces dernières présenteraient des études critiques ou des profils. Cela dénote avec éloquence une paresse intellectuelle, disons plutôt professionnelle, en se disculpant : « si nous ne proposons pas les œuvres gabonaises aux enseignés, c'est parce qu'elles ne suggèrent ou ne présentent aucune étude critique ». Alors, dans ce cas, qui doit élaborer de telles études ou de tels essais ? Encore nos « maîtres » les français ? Attention, le vingt et unième siècle ne sera pas l'ère des éternels assistés. Il est temps que nous sachions d'ores et déjà voler de nos propres ailes. Auquel cas, en tant que consommateurs invétérés et non producteurs, nous nous enliserons de plus belle.

Par moments, il nous arrive de déduire que si les enseignants de français (gabonais comme expatriés) affichent une antipathie aux lettres gabonaises, cela dissimulerait éventuellement une incapacité d'analyse. Car à notre avis, cette littérature qui trouve son socle sur le fantastique, le symbolisme, paraît difficilement décryptable, nécessitant des clefs pour une meilleure exploitation des œuvres qui la composent.

Comment pouvons-nous concevoir que le Collège d'Angone dans lequel nous exerçons le métier d'enseignant, allant de la Sixième à la Terminale, toutes séries confondues, ne puisse disposer d'œuvres gabonaises,

à l'exception du *Mvett* (tome I) ! Et le Lycée d'Etat d'Oyem n'en possède aucune, non plus... ! A croire que les établissements d'enseignement public et confessionnel (catholique et protestant) sont subventionnés par l'Etat ! Cela nous méduse. Alors, comment peut-on nous étripier de la sorte, nous auteurs, en nous refusant la vie dans les établissements scolaires ? La ville d'Oyem ne représente qu'un exemple parmi tant d'autres. En outre, une constatation pédagogique mérite d'être faite : très peu d'élèves achèvent leur premier et second cycles ayant été au contact d'un livre gabonais ; donc incapables de dissenter sur la littérature de leur pays qui, pourtant constitue bel et bien un élément ou un sous-ensemble de la littérature africaine.

Messieurs de l'Institut Pédagogique National (I.P.N.), inspecteurs et conseillers au département de français, la balle vous est lancée. Nous ne disons pas qu'il faut tout *gaboniser* dans vos programmes. Mais que vive cette littérature qui est la nôtre, en lui octroyant une place au soleil dans l'éducation et l'instruction de notre progéniture. Car, ce ne sont point les pays de notre sous-région qui emboîteront le pas dans cette insertion, si nous-mêmes nous ménageons notre volonté et nos efforts politiques en ce domaine. Par conséquent, Messieurs, à vous d'enrichir les rayons de nos bibliothèques scolaires, véritables reliques du *(Le) Cid* de Corneille, du *(Le) Misanthrope* de Molière, des *(Les) Satires et Epîtres* de Boileau, des *(Les) Caractères* de La Bruyère...

*

F. La culpabilité du Ministère de la Communication

Qui dit « Information » ou « Communication », dit « Diffusion ». Et la presse qu'elle soit écrite ou parlée devrait concourir à la vulgarisation des œuvres littéraires. Ce qui n'est pas le cas du Ministère de la Communication

gabonais. Celui-ci semble atteint de poliomyélite, sinon de catalepsie. Car combien d'émissions littéraires font-elles partie de l'organigramme de la radio et de la télévision, toutes chaînes confondues ? Combien de journaux réservent-ils une de leurs pages à un auteur du terroir, tel que nous l'avons effleuré dans notre Avant-propos ?

Ainsi, loin de se réduire à une caisse de résonance musicale, une radio, par exemple, constitue un organe qui consiste à défendre l'activité littéraire parmi tant d'autres. Une fois de plus, les mass-médias, grâce à leur pouvoir magique créent dans l'immédiat des poètes, romanciers, nouvellistes, dramaturges ou essayistes, faisant plus ou moins d'eux des éminences. Comme ceux-ci peuvent anéantir des talents, porte-étendard des lettres nationales. Qu'attend le Ministère de la Communication pour fournir des œuvres gabonaises aux Centres d'Information provinciaux, dont les bibliothèques se sont travesties en logis de rats et souris ? La preuve, le Centre d'Information d'Oyem (malgré le dynamisme de son Directeur, M. Emmanuel Eyi-Ndong qui s'évertue à réorganiser ce dernier) ne compte qu'un seul ouvrage sur les lettres gabonaises : *Poèmes Logovéens*, recensés par M. Joseph Bill Mamboungou (romancier-poète, ancien professeur de littérature comparée à l'Université Omar Bongo de Libreville, actuellement ambassadeur).

Alors, Messieurs de l'Information et de la Communication, de grâce, faites connaître nos œuvres pour qu'elles ne se meurent. Ainsi, les médias auraient aidé à l'expression des lettres gabonaises, tant sur le plan national qu'international. C'est un devoir républicain. Auquel cas, nos organes de presse incapables de proposer des programmes culturels adéquats se verront dans un très proche avenir supplanter par des chaînes ou journaux étrangers.

*

G. Ignorance ou malhonnêteté intellectuelle ?

Nous avons effleuré cet aspect de problème dans le premier volet de cet essai : « L'existence d'une littérature ». Nous n'avons pas la prétention d'affirmer ici que la littérature gabonaise a atteint le point culminant de la perfection pour une quelconque apothéose. Bien au contraire, elle se cherche encore, mais ne manque pas d'œuvres d'une qualité littéraire irréversible, tant dans la forme que dans le fond. Comme dans ce dualisme, nous rencontrons aussi des œuvres dont le style laisse à désirer, émaillées de fautes syntaxiques ou grammaticales graves. Nous n'oserions pas en citer certaines, par pudeur.

Pendant, dans ce lot d'écrits, les uns sont destinés à un public averti avec des trouvailles linguistiques savantes et les autres conçus pour la compréhension populaire ; ce dernier genre n'exigeant pas du tout une toilette stylistique rigoureuse. Et puis, même parmi les grands romans de notre siècle, rares sont ceux-là qui ont parfaitement réussi aussi bien dans le fond que dans la forme. Au risque de nous répéter, plusieurs œuvres hissées au plus haut niveau, témoignent de manquements ou de relâchements en certains endroits. Beaucoup d'écrivains appréciés, auxquels des jurys internationaux ont décerné de hautes distinctions, ont déçu par leurs œuvres, soit postérieures, soit antérieures. Relisons les premiers écrits d'un Pierre Jean Jouve, d'un Samuel Beckett, d'un Ousmane Sembène ou d'un Walt Whitman, que c'est décevant par rapport au grand envol de leurs œuvres, comme l'a mentionné le comité de lecture des éditions Saint-Germain-des-Prés dans une de leur « lettre confidentielle » adressée aux auteurs actionnaires (que nous fûmes) en 1985.

C'est dire que dans la (les) critique(s) d'une œuvre, beaucoup de paramètres interviennent. Nous n'appréhendons pas un ouvrage de la même manière. Des critiques doivent être apportées certes, mais qu'elles ne

soient pas toujours laconiques : « ce qu'écrivent les gabonais, c'est mauvais... » Il y a là une marque de fourberie dans un tel jugement non explicite. Et puis, un livre renferme tout un gisement de richesses à explorer et à extraire : intérêt dramatique, tragique, philosophique, culturel, psychologique, sociologique, historique, économique et politique. Un livre est synonyme de la vie, non pas seulement de quelques individus présentés en héros ou personnages secondaires voire figuratifs, mais aussi de toute une nation et de tout un continent. Nul ne peut savoir et connaître une chose, lorsqu'il laisse libre cours à son antipathie agir, étouffant ainsi la raison.

En outre, combien de critiques, d'analystes, de journalistes gabonais contribuent-ils à l'épanouissement et à l'élévation de notre littérature, sinon en la phagocytant à tout bout de champ, à l'exception, dans une certaine mesure, de Fortunat Obiang Essono, Nicolas Mba-Zué, Grégoire Biyogo, Magloire Ambourhouet Bigmann, Honorine Ngou et Patrice Gahungu ? Nous ne disons pas qu'il faut hisser des œuvres boiteuses, qui risqueraient de ternir l'image de l'intelligentsia africaine en ce domaine. Ne se dit pas « écrivain » qui le veut, mais plutôt qui le peut, à moins de briller en tant qu'écrivain ou écrivassier.

Par ailleurs, qu'attendent les anglicistes, les hispanisants, les arabisants, les germanisants gabonais d'origine ou d'adoption pour s'atteler à la traduction des œuvres nationales d'expression française, pour un rayonnement mondial ? Ainsi, auraient-ils fait envoler cette littérature qui se meurt dans la carapace qui l'emprisonne et l'asphyxie ! Un projet qui mériterait une sérieuse exploitation à l'avenir, en dotant nos traducteurs de moyens financiers et matériels adéquats, au lieu de se calfeutrer et de moisir dans de somptueux bureaux ministériels.

Que les intellectuels gabonais et non gabonais s'intéressent dorénavant à puiser leurs réflexions dans ce vaste champ d'action qu'est la littérature gabonaise, afin qu'on en parle avec précision et logique, au lieu de la cribler d'injures parfois et souvent injustifiées. Soyons honnêtes envers nous-mêmes et évertuons-nous à sortir de ce

complexe d'infériorité démentiel vis-à-vis des autres littératures plus que vieillardes.

*

CONCLUSION GÉNÉRALE : Des Vœux

Nous voici au terme de cet essai sur la « mort à petit feu » de la littérature gabonaise, disons mieux de la répugnance dont elle bénéficie à l'égard de ses usagers. Beaucoup de paramètres méritaient d'être retenus au cours de cette longue dissertation ou prise de position. Cependant, au risque de paraître trop loquace, nous avons voulu nous arrêter ici, en souhaitant :

- que des esprits malveillants cessent de réfuter l'existence d'une littérature gabonaise,
- que le livre gabonais connaisse un élan d'épanouissement, afin qu'il aille à la conquête de nouveaux cerveaux. Ceci grâce à une bonne politique en matière d'édition et de diffusion ; tout en suscitant la création des maisons nationales d'édition subventionnées soit par l'Etat, les organismes internationaux ou par des mécènes sur le plan local. Tel est le cas du Centre National des Lettres français (CNL),
- que le public gabonais apprenne à connaître ses penseurs, par le biais des lettres, tout en se frayant une ouverture d'esprit. Ceci, grâce aux séances de lectures publiques, individuelles et des conférences-débats,
- que le Ministère de tutelle, celui de la Culture et des Arts pose des actes concrets pour promouvoir dette dernière. Ledit ministère, de plus en plus concerné devrait doter l'Union Des Ecrivains Gabonais (UDEG) de plus grands moyens pour sa subsistance et son action,
- que le Ministère de l'Education nationale se déculpabilise de cette accusation. Qu'elle fasse preuve d'innovation au sein de nos programmes scolaires et

universitaires (cf. Enseignement supérieur) avec l'insertion des auteurs gabonais,

- que le Ministère de la Communication se déculpabilise en multipliant les bibliothèques nationales ou provinciales, les émissions radiophoniques et télévisées sur notre littérature à travers le pays,

- enfin, que les intellectuels fassent preuve d'honnêteté dans leur jugement, en cessant d'être antipathiques, inutilement agressifs, surtout lorsqu'on ne connaît pas à fond les œuvres qui constituent le socle de cette littérature ; mais en étant loyalement critiques et en se débarrassant d'une attitude unilatérale.

Il est grand temps que les critiques ou amateurs de notre littérature commencent à investiguer dans ce vaste laboratoire linguistique et culturel que symbolisent les lettres gabonaises, pour y dégager le bon grain de l'ivraie. Il est temps que les critiques nationaux fassent vivre les livres et leurs auteurs.

Puisse cet essai contribuer à la défense de la littérature gabonaise, pour que celle-ci vive, grandisse et rayonne sur la planète. En vérité, lorsqu'une littérature se meurt, c'est une partie des cellules vitales d'une intelligence nationale qui s'éteint.

*

(Liberté d'expression et développement de la littérature gabonaise)